Le Choc Pétrolier de 2014 et ses Effets sur la Politique Commerciale en Algérie

The 2014 Oil Shock and Its Effects on the Trade policy in Algeria

Dr. Abdelhamid MERGHIT*
Laboratoire d'économie des organisations et développement durable,
Université de Jijel, Algérie

a.merghit@univ-jijel.dz

Received: 11/03/2021 *Accepted*: 08/10/2021 *Published*: 16/12/2021

Résumé :
L'économie Algérienne est confrontée à un choc extérieur de grande ampleur et durable engendré par l'effondrement des cours des hydrocarbures depuis Juin 2014. La persistance et l'aggravation du choc a marqué un tournant dans l'évolution de l'ensemble des agrégats macroéconomiques, en raison du ralentissement de l'activité économique, et du creusement des déficits budgétaires et du compte courant extérieur. À cet égard, l'ambition de cet article, est de montré l'impact du choc pétrolier sur la performance des comptes extérieurs, ainsi que les mesures de politique commerciale qui ont été introduites pour atténue l'effet de ce choc, tout en évaluant pleinement l'efficacité des mesures prises. Toutefois, l'étude conclue que la politique commerciale doit avoir pour objectif principal d'encourager les exportations plutôt que d'imposer des barrières aux importations.

***Mots Clés*:** Politique commerciale-Choc pétrolier - Ajustement –Importations – Exportations-Algérie.

Abstract: The Algerian economy is facing a large and persistent external shock caused by the collapse of hydrocarbon prices since June 2014. The persistence and aggravation of the shock marked a turning point in the evolution of all macroeconomic aggregates, due to the slowdown in economic activity, and the widening of fiscal and the external current account deficits. In this regard, the ambition of this article is to show the impact of the oil shock on the performance of external accounts, as well as the trade policy measures that were introduced to mitigate the impact of this shock, with an assessment to its effectiveness. However, the study concludes that the main objective of trade policy should be to encourage exports rather than impose import barriers.

***Key Words*:** Trade Policy-Oil Shock - Adjustment - Imports-Exports - Algeria.

JEL Classification :Q31, Q32.

* Auteur correspondant : Abdelhamid Merghit (*A.merghit@univ-jijel.dz*).

Introduction :

Les ressources naturelles, essentiellement les hydrocarbures, ont continuent à jouer un rôle primordial dans l'économie algérienne, dans la mesure où les revenus générés par l'exploitation de ces ressources constituent l'essentiel des recettes d'exportation du pays (95%), et une part substantielle des revenus budgétaires (60%) , ainsi que plus de 30% de PIB. Compte tenu de cette réalité, la vulnérabilité de l'économie algérienne aux chocs externes est demeurée importante, dans la mesure où la volatilité du prix du pétrole se traduit par une instabilité économique et financière.

Cependant, depuis juin 2014, les pays exportateurs de pétrole et compris l'Algérie, ont subi une baisse drastique des cours de pétrole, ou le prix du baril a plongé, passant d'environ 110 dollars à près de 30 dollars le baril début 2016.Face a ce choc extérieur de grande ampleur et durable, l'économie algérienne est confrontée a une situation économique et financière très compliquée, marquée essentiellement par le retour des déséquilibres macroéconomique, caractérisée notamment par le ralentissement de la croissance, le creusement des déficits budgétaires et du compte courant extérieur.

Dans ce contexte, la présente étude ne tente pas d'offrir un panorama sur la situation économique et financière de l'Algérie à la lumière de la persistance de choc pétrolier, mais elle s'occupe seulement à analysé l'impact de la forte chute des prix du pétrole sur les comptes extérieurs du pays, ainsi que les mesures de politiques commerciale pour y faire face. A ce propos, notre étude se propose d'apporter des éléments de réponse aux questions ci-après :

- Quel est l'impact du choc pétrolier de 2014 sur la performance des comptes extérieurs en Algérie ?
- Quel sont les mesures de politique commerciale qui ont été introduites pour atténue l'effet de ce choc ?

Pour répondre a ces questions, nous adoptant l'hypothèse suivante : la politique commerciale approprié pour l'Algérie, en contexte de choc externe, sévère et persistant, doit avoir pour objectif principal d'encourager les exportations plutôt que d'imposer des barrières aux importations.

En ce qui concerne la démarche méthodologique de notre travail, et afin de fournir une certaine connaissance plus ou moins précise sur le choc pétrolier de 2014 et ses effets sur la politique commerciale en Algérie, nous adoptant une approche descriptive et analytique, enrichie de données chiffrées, et d'indicateurs nécessaires, pour décrire et analyser les caractéristiques particulières de la problématique de recherche.

Le présent papier est structuré comme suit : La section 1 exposer brièvement quelques aspects théoriques relatifs aux chocs pétroliers et politiques commerciale. La section 2 mettre en évidence, l'impact du choc pétrolier 2014 sur les comptes extérieurs en Algérie. Section 3 discute l'ensemble des mesures de politique commerciale qui ont été introduites pour atténue l'effet de ce choc. Section 4 se penche sur l'efficacité des mesures prises.

I. Chocs pétroliers et politique commerciale : aspects théoriques.

Dans cette section, on va définir les concepts liés aux chocs pétroliers, et a la politique commerciale, puis on s'intéressera à la présentation de l'impact commercial de ces chocs sur les économies pétrolières.

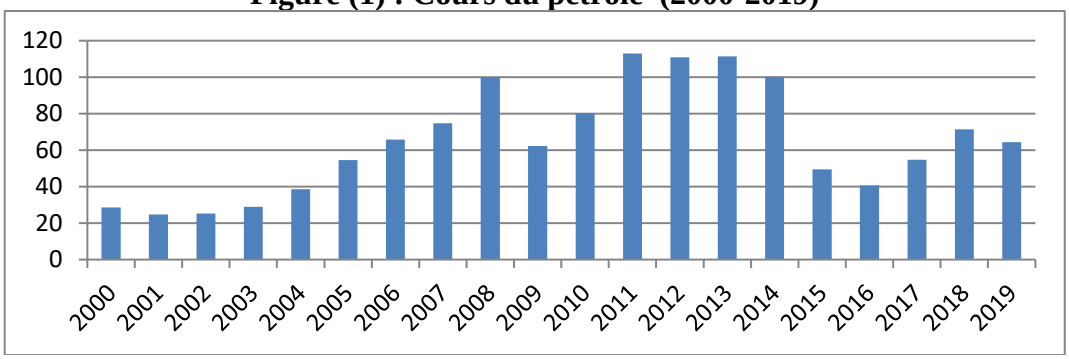
1. Les chocs pétroliers et ses causes

En économie, un choc désigne une hausse brutale du prix d'un produit due par exemple à la modification de la demande ou de l'offre pour ce dernier. Alors que l'expression choc pétrolier est apparue pour la première fois en octobre 1973 lorsque les pays producteurs arabes membres de (L'OPEP) réunis à Koweït les 16 et 17 octobre, décident d'un embargo sur les livraisons de pétroles vers les pays occidentaux soutenant la contre-offensive israélienne dans le Sinaï et sur le plateau du Golan. Cette décision a provoqué une hausse rapide et très forte du prix du pétrole .Ainsi, durant la période (avril-octobre 1979) un second choc pétrolier s'est éclaté, et qui prend ses racines dans la révolution islamique iranienne et la guerre Iran-Irak qui suivra (Bauraind, 2008). Par contre, en 1986, on assiste à un mouvement inverse, c'est-à-dire une chute drastique des cours pétroliers, un phénomène que les économistes appellent un « contre-choc » pétrolier.

Au fil du temps, et à la lumière des événements soudains qui secoue les marchés pétroliers en provoquant des volatilités accrurent des cours à la hausse une fois, et la baisse d'autres fois, les économistes ont cessé d'utiliser le terme « contre choc » associés aux situations d'effondrement des prix, toute en est confiné au terme « choc » pour désigner une situation de volatilité remarquée sur le marché pétrolier, que ce soit une hausse ou une baisse drastique. En d'autre termes, le choc et contre-choc pétrolier, sont les deux faces d'une même vague sur un marché pétrolier très volatile (Bauraind, 2008).

Il convient de signaler que le dernier choc pétrolier est remonté au juin 2014. Après une période du pétrole cher pendant les années 2000, comme le montre la figure ci-après, l'économie mondiale a connait depuis mi 2014 une baisse importante des cours pétroliers, qui ont baissé près de 50% de sa valeur passant en moyenne de 112$ entre 2011 à mi 2014, pour atteindre les 40$ fin de l'année 2016.

Figure (1) : Cours du pétrole (2000-2019)



Source : IMF, International Financial Statistics.

La chute récente des prix de pétrole a déclenché un débat intense sur ses causes. Selon (Arezki & Blanchard, 2014) c'est les rôles respectifs des facteurs de

l'offre et de la demande qui a contribué à la dégringolade des prix. Celles-ci comprennent :

1.1.L'étonnante résilience de l'offre de pétrole de schiste :

Une grande partie de la baisse des prix du pétrole est liée à de récents développements du côté de l'offre, et en particulier l'augmentation spectaculaire de la production américaine de pétrole, liée à l'exploitation des gisements de pétrole de schiste qui a changé la donne. Le volume inattendu de la production (5 milliards de barils par jour) s'est ajoutée de manière permanente à l'offre ce qui a contribué à la surabondance de l'offre mondiale, et par la suite, fait baisser les prix.

1.2. Le niveau élevé de production de l'organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) :

Un autre facteur clé qui explique la chute des prix de pétrole est liée à l'OPEP et son rôle de rééquilibrage du marché du pétrole à savoir :

-Les augmentations imprévues de l'offre qui surtout venue de certains pays de l'OPEP, et cela tient en partie à l'augmentation projetée des exportations de l'Iran après la levée des sanctions économiques des occidentaux, ainsi que la reprise plus rapide que prévu de la production libyenne ,et au fait que la production Iraquienne n'ait pas été touchée, en dépit des troubles.

-Le changement de stratégie de l'OPEP, après la décision surprenante de l'organisation, en novembre 2014, de maintenir le plafond collectif de production à 30 millions de barils par jours en dépit d'une surabondance apparente, ont cependant été un facteur de taille qui a déclenché la baisse des cours pétroliers.

1.3. L'atonie de la croissance mondiale:

La chute des prix de pétrole s'explique aussi par la contraction de la demande mondiale, due au ralentissement de la croissance mondiale en particulier des marchés émergents notamment en Chine ou le taux de croissance en 2014 s'est établie a 7.4% ,soit le taux le plus faibles depuis seize ans (FMI ,janvier 2015).

2. La politique commerciale et ses instruments

Dans le sens général du terme, la politique commerciale peut être définie comme l'ensemble des lois, des règlements, des décisions et politiques s'appliquant aux importations et aux exportations de biens et de services (Deblock & Marcoux, 1997).

L'objectif principale de la politique commerciale est d'influencé sur les rapports commerciaux du pays avec l'extérieur. Ainsi, les moyens employés peuvent être distingués en fonction de leur finalité. Certains visent à modifier les importations tandis que d'autres agissent au niveau des exportations. Dans ce contexte les principaux instruments de la politique commerciale sont (Fortin, 2005) :

- Les instruments qui visent à restreindre les importations par le moyen de barrières tarifaires, de barrières non tarifaires, de restrictions quantitatives, d'accords de restrictions volontaires des exportations ainsi que par la voie de quotas de multiples natures. Elle peut à la fois recourir à des normes diverses, telles des normes environnementales, de sécurité et de santé.

-Par contre, l'État peut chercher à stimuler les importations en procédant à des négociations avec ses partenaires commerciaux dans le but de réduire ou d'éliminer les barrières tarifaires, les barrières non tarifaires et les multiples mesures de protection érigées par les autres pays.

3. L'impact commercial du choc pétrolier dans les pays exportateurs de pétrole

Les chocs pétroliers ont un impact considérable sur les économies à l'échelle mondiale, notamment dans les pays exportateurs de pétrole compte tenu de sa forte dépendance aux recettes issues des exportations des hydrocarbures. Dans ce sens, la chute forte des prix du pétrole (comme celle de 2014), impact l'activité dans l'ensemble des sphères de l'économie nationale, notamment la croissance économique, les finances publiques, le commerce extérieur, et la liquidité bancaire (Banque d'Algérie, 2017a).

En ce qui concerne l'impacte commerciale du ces chocs dans un pays pétroliers, la théorie stipule qu'elle se manifeste généralement à travers une baisse des quantités d'hydrocarbures exportées, ce qui s'est traduite par une baisse des recettes d'exportations d'hydrocarbures, et par la suite, un creusement du déficit de la balance commerciale. En conséquence, le solde du compte courant et le solde global de la balance des paiements enregistrent des déficits important.

Plusieurs travaux de recherche ont tenté d'étudier les effets macroéconomiques du choc pétrolier de 2014, mais il y a très peu d'études empiriques qui analysent directement l'impact commercial, on peut citer par exemple, IMF (2015a) qui a montré que la baisse des prix du pétrole aggrave le solde du compte courant et génère une pression pour une dépréciation du taux de change dans le contexte d'un pays exportateur de pétrole. Renforçant ce point de vue Jungho et al. (2019) assurent que les variations des prix du pétrole ont des effets asymétriques sur la balance commerciale du pétrole pour les quatre pays de l'OPEP - Iran, Nigéria, Arabie saoudite et Venezuela- à long terme, mais pas à court terme. Dans le cas de l'Algérie, l'ensemble de la littérature existante se concentre principalement sur *l'*impact macroéconomique du choc pétrolier. Par exemple Jose& Irum (2016) comparent les deux derniers chocs pétroliers de 2008-09 et 2014-15, leur impact macroéconomique sur l'économie algérienne et les réponses politiques. Ils concluent que l'économie algérienne est aujourd'hui dans une meilleure position pour résister à l'effondrement des prix du pétrole qu'au passé. Ainsi, Gonzalo (2016)**,** montre que la détérioration des soldes budgétaire et courant de l'Algérie est remarquable, mais elle dispose de tampons qui devraient lui fournir une couverture, y compris des réserves substantielles et une dette extérieure négligeable.

Dans cet ordre d'idées, on remarque bien que la caractéristique commune de toutes les études mentionnées ci-dessus est sa préoccupation majeure qui tourne autour des effets macroéconomique des chocs pétroliers. Par contre, notre souci dans le reste de ce papier est d'analysé l'impact commercial du choc pétrolier de 2014 sur l'économie Algérienne.

II. Choc pétrolier (2014) et performance des comptes extérieurs en Algérie

Fortement dépendante des ressources des hydrocarbures, l'économie algérienne a durement subi une période d'instabilité financière au fait que l'évolution à la baisse des cours du pétrole à partir de juin 2014, a généré une détérioration importante de la performance macroéconomique notamment des finances publiques, des comptes extérieurs et de la liquidité bancaire (FMI, Mai 2016). Dans cette section en va étudier les conséquences du choc pétrolier sur les principaux comptes extérieurs de l'économie Algérienne à savoir : les exportations, les importations, les soldes de la balance des paiements, et les réserves de changes.

1. Evolution des exportations

Le tableau 1 nous montre l'impact de la baisse des prix de pétrole sur les exportations :

Tableau (01): Effet de la baisse des prix de pétrole sur les exportations (2014-2019) (en milliards de dollars EU, sauf indication contraire)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
le prix moyen du baril de pétrole ($)	100.2	53.1	44.28	54	71.34	64.28
Les recettes d'exportations d'hydrocarbures.	58.46	33.08	27.66	33.202	38.33	34.5
Les recettes d'exportations hors hydrocarbures.	1.67	1.49	1.39	1.367	2.83	2.58
Les recettes totales d'exportations (f.o.b).	60.13	34.57	29.05	34.56	41.16	37.08

Source: Banque D'Algérie.

A partir de ce tableau, on remarque qu'en 2017 le prix moyen du baril de pétrole a chuté de 46,10 %, passant de 100,2 dollars en 2014 à 54 dollars, en 2017. Cette forte chute des prix s'est traduite par une baisse des recettes d'exportations d'hydrocarbures de 43,2 % (58.46 milliards de dollars en 2014 contre 33.202 milliards de dollars en 2017).

D'autre part, les exportations hors hydrocarbures ont observé un léger recul à 1,36 milliards de dollars en 2017 contre 1.67 milliards de dollars en 2014. Tandis que les recettes totales des exportations se sont élevées à 34.56milliards de dollars en 2017contre 60,13 milliards de dollars en 2014, soit une baisse de 42,5 %.

L'analyse précédent montre clairement la baisse drastique des recettes totales des exportations, et souligne la forte vulnérabilité des recettes extérieures face à la volatilité des prix du pétrole, en situation de faiblesse structurelle des recettes d'exportations hors hydrocarbures.

2. Evolution des importations

La volatilité des prix du pétrole a un impact considérable sur les importations comme le démontre le tableau qui suit :

Tableau (02): Effet de la baisse des prix de pétrole sur les importations (2014-2019 (en Mds de dollars EU, sauf indication contraire).

	2014	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**
Prix moyen du baril de pétrole ($)	100.2	53.1	44.28	54	71.34	64.28
Importations (F.O.B).	59.67	52.65	49.44	48.981	46.19	44.93

Source: Banque D'Algérie.

A partir de ce tableau, nous constatons que les importations de biens, qui ont atteint en 2014 un niveau record de 59.67 milliards de dollars, ont baissé ces dernières années, où elles se sont établies à 44.93milliards de dollars en 2019 soit une diminution de 24.7 %.Cette baisse des importations a été atteinte grâce à des mesures prises par les autorités pour contenu l'emballement des importations des dernières années. Ces mesures seront abordées dans la prochaine section.

3. Evolution des principaux soldes de la balance des paiements

Le tableau N°03 synthétise l'impact des fluctuations des prix du pétrole sur les soldes de la balance des paiements :

Tableau (03): Effet de la baisse des prix de pétrole sur les principaux soldes de la balance des paiements (2014-2019) (en milliards de dollars EU, sauf indication contraire)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Prix moyen du baril de pétrole ($)	100.2	53.1	44.28	54	71.34	64.28
Solde commercial.	-0.46	-18.08	-20.38	-14.41	-4.53	-6.11
Solde du compte courant.	-9.27	-27.29	-26.32	-22.06	-16.7	-21.7
Solde du compte courant (% PIB)	-4.4	-16.5	-16.6	-12.9	-7.6	-12.6
Solde global de la balance des paiements.	-5.88	-27.57	-26.03	-21.762	-15.82	-17.10

Source: Banque D'Algérie.

L'analyse de la situation de la balance des paiements fait ressortir les principales évolutions suivantes :

-Le solde commercial de la balance des paiements à enregistré un déficit qui atteint un niveau record de 20.38 milliards de dollars en 2016, contre un quasi équilibre en 2014.

- Le solde du compte courant, à enregistré un déficit record de 27.57 milliards de dollars en 2015 (16,5 % du PIB), mais ce déficit a diminue en 2019 à 21.7 milliards de dollars (12.6% du PIB). Il faut dire que c'est la première fois en près de quinze ans, que le solde des transactions courantes devrait devenir déficitaire en 2014 (Banque d'Algérie, 2016).

- Le solde global de la balance des paiements est passé d'un déficit de 5,88 milliards de dollars en 2014 à un niveau record de 27,54 milliards de dollars en 2015, puis il connait une baisse considérable en 2019 à 17.10 milliards de dollars.

Compte tenu de ces évolutions des principaux comptes extérieurs de l'Algérie, on constate bien la faiblesse de la balance des paiements du pays, sous l'effet de deux facteurs principaux à savoir : la faible diversification des exportations de biens hors hydrocarbures et le trend haussier des importations de biens et services. Il est à noter que sur la période 2000-2014, les exportations d'hydrocarbures représentent, en moyenne, une part de prés de 98% des exportations totales de biens , parallèlement , l'envolée des importations de biens et services entamée en 2004 avec une nette accélération a partir de 2008, a porté leur niveau a prés de 71.4 milliards de dollars en 2014, soit plus de six (06) fois leur niveau de l'année 2000 estimée à 11.71 milliards de dollars (Banque d'Algérie,2016).

4. Evolution des réserves de change

Le tableau 4 nous montre l'impact de la baisse des prix de pétrole sur les réserves de change :

Tableau (04): Effet de la baisse des prix de pétrole sur les réserves de change (2014-2019) (en milliards de dollars EU, sauf indication contraire)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Prix moyen du baril de pétrole ($)	100.2	53.1	44.28	54	71.34	64.28
L'encours des réserves de change.	178.94	144.13	114.14	97.332	79.88	62
Réserves de change (en mois d'importations)	30.088	27.174	22.6	19.1	20.74	17.74

Source: Banque D'Algérie.

A partir de ce tableau, nous remarquant que en conséquence des déficits enregistrés au niveau de la balance des paiements , l'encours des réserves de change a baissé de 116.9 milliards de dollars (65.35%) entre 2014 et 2019, passant de 178,94 milliards de dollars, à fin 2014, à 62 milliards de dollars, à fin 2019. En dépit de cette forte baisse, le niveau de ces réserves reste encore confortable d'autant qu'il représente plus de 17 mois d'importations de biens et de services en 2019, mais, il ne faut pas exagérer les facilités dont dispose l'Algérie en matière de réserves de change, car elles sont les résultats d'une mono exportation (les hydrocarbures), et par cette fragilité, la prudence reste nécessaire.

Au regard de l'analyse précédent, on constate bien la vulnérabilité externe de l'économie algérienne à l'égard des fluctuations des prix du pétrole sur les marchés internationaux, qui est due à la place importante occupée par les recettes pétrolières dans la totalité des recettes d'exportation. Cependant, l'Algérie se trouve dans une situation difficile, et les risques qui pèsent sur la stabilité externe s'accentuent, car le recul de la production d'hydrocarbures, la forte consommation intérieure et la baisse des cours du pétrole pèsent sur les exportations, tandis que les importations continuent d'augmenter (FMI, Octobre 2014).

III. La politique commerciale Algérienne face au choc pétrolier

Afin d'atténuer l'ampleur de choc pétrolier, et amortir l'éventuelle chute brutale de la croissance économique et de l'emploi, des mesures de politiques économiques, tant conjoncturelles que structurelles ont été introduites pour gérer le processus d'ajustement et équilibrer les comptes extérieurs du pays. Dans cette section, on s'intéressera à la présentation de l'ensemble de mesures prises par les pouvoirs publics en matière de politique commerciale, tout en se concentrant sur les mesures de soutien à l'exportation, ainsi que les mesures qui visent la rationalisation des importations.

1. Les mesures de soutien à l'exportation

Compte tenue de la faiblesse structurelle des recettes d'exportations hors hydrocarbures, et pour un accompagnement soutenu des secteurs exportateurs, la Banque d'Algérie, a introduit, courant le 3 trimestre 2016, deux mesures d'assouplissement du contrôle de change, à savoir (Banque d'Algérie, 2017a) :

- Le « perfectionnement actif », qui consiste à supprimer l'obligation faite aux importateurs des intrants pour la production de biens à exporter, d'obtenir une autorisation de la Banque d'Algérie pour le règlement de l'importation temporaire

de ces intrants et ce, dans le cas, où le paiement de ces importations s'effectue par débit de leurs comptes devises exportateurs ;

- l'allongement des délais de rapatriement du produit des exportations, qui passent de 180 à 360 jours, avec l'introduction de l'obligation de souscription d'une assurance à l'exportation lorsque ces délais dépassent six (mois). Tout en préservant le respect de l'obligation de rapatriement, des paiements ,cette mesure apporte plus de flexibilité à l'exportateur et lui permet d'obtenir, auprès de sa banque, des avances en dinars, adossées au contrat d'assurance, pour soutenir son activité.

Enfin, et dans le but de conforter l'acte d'investir et d'exporter, la Banque d'Algérie œuvre à relancer les mécanismes de couverture du risque de change au profit des operateurs économiques à travers le développement du marché interbancaire des changes, notamment en mettant en place son segment à terme (Banque d'Algérie, 2017).

2. Les mesures qui visent la rationalisation des importations

Pour contenir davantage l'emballement des importations des dernières années, et encourager la production nationale, des mesures ont été prises conjointement par la Banque d'Algérie et le ministère de commerce, à savoir :

2.1. Les mesures prises par la Banque d'Algérie

Celles-ci comprennent (Banque d'Algérie, 2017) :

- Le renforcement des exigences relatives à la détermination, par les banques, de la surface financière de l'importateur, pour les besoins de la domiciliation bancaire ;
- la réduction du ratio prudentiel des engagements des banques, au titre du commerce extérieur, par rapport à leurs fonds propres. Ce ratio est, ainsi, passé de deux (2) fois à une (1) fois les fonds propres règlementaires de la banque ;
- l'obligation de la pré-domiciliation électronique, pour les besoins du contrôle a priori de la régularité de l'opération au regard de la législation et de la règlementation en vigueur ; et
- l'intensification des contrôles des opérations du commerce extérieur directement au niveau des agences bancaires.

2.2. Les mesures prises par le ministère de commerce :

Ces mesures -qualifie de protectionnisme- sont des restrictions temporaires aux importations, incluant principalement :

-La mise en place du système de licences d'importations: le ministère algérien du commerce a instauré dès 2016 des licences d'importation pour les produits européens contingentés (Décret exécutif n°15-306). La gestion de l'opération d'octroi des licences d'importation et d'exportation est confiée a une commission interministérielle regroupant les ministères des Finances, de l'Industrie et de l'Agriculture, et présidée par le ministère du Commerce. Par ailleurs, l'octroi de ces licences sera régi par une des quatre formules de contingentement adoptées par la commission ministérielle. Il s'agit, "selon la nature des produits importés ou exportés, de l'ordre chronologique d'introduction des demandes de licence, la répartition en quotas des quantités demandées, la prise en considération des courants d'échanges traditionnels et l'appel à manifestation d'intérêt". Les produits

et marchandises importées qui sont soumis à ces licences d'importation, comprennent celles qui sont produites localement à l'instar des appareils électroménagers, du ciment, des fourrages, des cosmétiques et des détergents (Maghreb Emergent,2015).

Dès 2018 :le gouvernement a décidé la suppression du système de licences d'importations , est de le remplacer par un nouveau dispositif d'encadrement des importations qui est entrée en vigueur en application de la loi de finances 2018, Il s'agit de l'élargissement de la liste des marchandises soumises à la taxe intérieure de consommation (TIC), au taux de 30%, pour 10 familles de produits finis, ainsi que le relèvement des droits de douanes, pouvant atteindre 60%, pour 32 familles de produits finis. Ces deux mesures permettront selon le ministère de commerce non seulement l'amélioration de la compétitivité des produits locaux par rapport à ceux importés, mais aussi la valorisation des recettes budgétaires sur les opérations d'importation de certains produits de luxe (APS, 19 décembre 2017).

En outre, en application d'une disposition introduite dans la loi de finances 2018 qui stipule de fixer, par un décret exécutif, une liste de marchandises dont l'importation sera suspendue provisoirement, selon le cas, sur le court ou moyen terme, près de 900 produits (dont la facture d'importation s'est établi à 1,5 milliard de dollars durant les 10 premiers mois de 2017 **)** seront suspendus à l'importation dès janvier 2018.Il s'agit essentiellement des fruits secs, des fromages (produits finis), des fruits frais (à l'exception des bananes), des légumes frais (sauf l'ail), des viandes (à l'exception de certaines catégories telles les viandes bovines), du thon, des dérivés du maïs, des préparations de viande, des chewing-gum, des bonbons et chocolats, des pâtes alimentaires, des viennoiseries, des dérivés de céréales, des conserves de légumes, des tomates préparées ou conservées, des confitures, des gelées, des fruits conservés, des préparations alimentaires, des préparations pour soupes et potages, des eaux minérales, des papiers, du ciment, des détergents, des produits plastiques finis et semi-finis, des produits hygiéniques, du marbre et du granite, du papier hygiénique, des tapis, de la céramique finie, des glaces et verres, des moissonneuses-batteuses, des articles de robinetterie, des fils de câbles, des meubles, des lustres, des articles électroménagers et des téléphones mobiles (APS,19 décembre 2017)**.**

En 2019, et compte tenue de l'épuisement rapide des réserves officielles, les autorités ont prendre des mesures supplémentaires pour resserrer les importations grâce à de nouveaux mécanismes opérationnels destinés à réglementer les importations de blé et de lait, d'autant que ces des deux filières représentent a elles plus de 50 percent de la facture alimentaire du pays (APS ,23 mai 2019).

2.3. L'efficacité de la politique commerciale Algérienne en contexte de persistance du choc pétrolier

Comme nous l'avons signalé dans la section précédente, l'Algérie a mener l'ajustement au choc externe a travers la mise en œuvre des mesures de politique commerciale qui visent à contenir l'emballement des importations des dernières années, ainsi que des mesures d'accompagnement soutenu des secteurs

exportateurs. La question qui se pose maintenant et de savoir si ces mesures ont permis d'atteindre les objectifs fixés par les autorités.

Il apparait certain que le choc pétrolier de 2014, et la politique commerciale protectionniste qui s'en est suivi, à donné lieu à limitation de 17,9 % des importations, passant de 59.67 milliards de dollars en 2014 pour établies à 48.981milliards de dollars en 2017 (cf. Le tableau 2).Il est à noter que les produits soumis à licences ont permis de baisser de 50% le volume des importations (APS,19 décembre 2017).Cette baisse significatives des importations à permis de limiter les déficits des compte courant et globale de la balance des paiements en 2017 à respectivement, 22.06 milliards de dollars, et 21.762 milliards de dollars (cf. Le tableau 3). En conséquence le rythme d'érosion des réserves de change s'est ralenti ces deux dernières années, d'autant que leur encours a baissés de 16.808 milliards de dollars entre 2016/2017 contre une baisse de 34.81 milliards de dollars entre 2014/2015 (cf. Le tableau 4).

Au total, les mesures commerciales protectionnistes prises au lendemain de la conjoncture économique difficile, ont assuré un soulagement temporaire à l'économie algérienne, qui lui permis d'éviter le recours à d'autres sources de financement notamment l'endettement extérieur qui reste négligeable (2.4 % du PIB en 2017).

Par contre, cette politique commerciale à montrée ces limites, car elle possède un certain nombre d'inconvénients à savoir :

-En dépit des restrictions temporaires aux importations, le déficit courant demeure élevé (-12.9 % du PIB en 2017). Cependant, la persistance du choc pétrolier pourrait rapidement éroder la résilience de la position extérieure de l'Algérie, d'autant que le niveau des importations demeure élevé et constitue un risque additionnel pour la balance des paiements extérieurs sur le moyen terme (Banque d'Algérie, 2016).

-Selon l'ex ministre du commerce, « Mohamed Benmeradi » le système des licences, en dépit de ses avantages, a montré ses limites, car il est considéré comme une mesure à caractère "bureaucratique" et "insuffisamment transparente" en matière de procédés d'octroi de ces licences. Celui-ci également a parfois engendré des perturbations dans certains filières, notamment en matière d'aliment de bétail, de volailles, de bois". Il a même de plus provoqué des coupures dans les approvisionnements en intrants et entraîné des surenchérissements de prix, ce qui engendre la rupture d'activités et parfois la fermeture de certaines entreprises (APS, 19 décembre 2017).

- Les restrictions aux importations qui visent entre autres le rééquilibrage de la balances des paiements, sont des mesures à caractère temporaires et non permanant, car l'Algérie a signé en 2002 un accord d'association avec l'Union Européenne, qui stipule que le libre- échange et la levée de toutes les barrières au mouvement de commerce, constitue un élément de base de cet accord, et dans les négociations avec l'OMC. Donc, ces restrictions ne peuvent pas être un outil de long terme pour régler les problèmes du commerce extérieur de l'Algérie.

-Enfin, bien que le FMI comprenne le choix des autorités Algérienne en matières des restrictions temporaires aux importations, dont il estime que cette approche pourrait certes offrir un répit à l'économie à court terme, mais également faire peser des risques considérables sur les perspectives économiques. Il souligne que cette approche aura comme conséquence probable d'exacerber les déséquilibres extérieurs, d'alimenter l'inflation, d'accélérer la diminution des réserves de change… , en fin de compte, de ralentir la croissance (FMI ,2018).

Cependant, il faut souligner que le secteur de commerce extérieur en Algérie soufre de problèmes structurels et non conjoncturels, compte tenue de la forte dépendance de l'économie aux hydrocarbures, et cette dépendance est perçue comme porteuse de risques macroéconomiques considérables. Pour inverser cette tendance, la diversification économique se présente comme une dimension essentielle de la politique de développement du pays. A notre sens, l'Algérie a besoin d'appliquer des réformes visant à assainir leur commerce extérieur. Dans ce cadre la politique commerciale doit avoir pour objectif principal d'encourager les exportations plutôt que d'imposer des barrières aux importations, barrières qui créent de distorsions. Cela milite fortement en faveur l'encouragement du développement du secteur privé dynamique et compétitif, et par la suite le développement d'une production locale de substitution, et la diversification des exportations hors hydrocarbures, mais la bonne conduite de ces objectifs requiert une masse critique de réformes structurelles. Il convient d'agir sur plusieurs fronts pour améliorer le climat des affaires, simplifier la bureaucratie, faciliter l'accès au crédit, renforcer la gouvernance, la transparence et la concurrence. Il est utile également d'agir pour ouvrir davantage l'économie à l'investissement étranger, améliorer le fonctionnement du marché du travail, et rationaliser les importations afin de contribue à la préservation des équilibres extérieurs sans contrarier la croissance économique.

Conclusion

L'Algérie reste confrontée à un choc extérieur de grande ampleur et durable, qui résulte de la chute des prix du pétrole il y a quatre ans. L'effondrement des cours du pétrole a mis au jour des vulnérabilités présentes de longue date dans une économie dirigée par l'Etat et excessivement tributaire des ressources naturelles, cette dernières constitue un facteur déterminant dans l'évolution de l'économie algérienne. La présente étude relève les défis confrontée par l'Algérie suit au choc pétrolier de 2014, toute en concentrant sur la performance des compte extérieurs et le rôle de la politique commerciale dans le processus d'ajustement. L'analyse montre clairement l'ampleur de la vulnérabilité externe de l'économie Algérienne à l'égard des fluctuations des prix du pétrole, a travers le creusement du déficit des principaux soldes de la balance des paiements, et la baisse de l'encours des réserves de change. Dans ce cadre, des mesures de politique commerciale ont été prises pour rationaliser les importations et rétablir l'équilibre de la balance des paiements, mais leurs résultats restent mitigés. Toutefois, l'étude conclue que l'Algérie a besoins d'une réponse vigoureuse aux chocs externes, fondée sur

l'impératif de la diversification économique, a travers la mise en œuvre d'une politique commerciale qui doit avoir pour objectif principal d'encourager les exportations plutôt que d'imposer des barrières aux importations.

Références bibliographiques :

- Algérie Presse Service (APS) (2017). Commerce extérieur: suspension d'importation de 900 produits dès 2018, Publié le 19 décembre.in :http://www.aps.dz/economie/67309-commerce-exterieur-suspension-d-importation-de-900-produits-des-2018.
- Algérie Presse Service (APS) (2017). Commerce extérieur: un nouveau dispositif pour encadrer les importations dés 2018, Publié le 19 décembre.in :http://www.aps.dz/economie/67292-commerce-exterieur-un-nouveau-dispositif-pour-encadrer-les-importations-des-2018.
- Algérie Presse Service (APS) (2019). Examen du dossier d'importation des céréales-lait et de la violence dans les stades, Publié le 23 mai .in : http://www.aps.dz/economie/89789- examen- du -dossier- d-'importation des céréales-lait et de la violence dans les stades.
- Banque D'Algérie (2017a).Tendances monétaires et financières en 2015 et au cours des neuf premiers mois de 2016 et politiques de résilience et d'accompagnement en contexte de choc externe durable, intervention du Gouverneur de la Banque d'Algérie devant l'assemblée Populaire Nationale, Janvier, p.4.
- Banque d'Algérie (2016). Rapport 2015: évolution économique et monétaire en Algérie, Novembre, p.42.
- Banque d'Algérie (2017b). Rapport 2016: évolution économique et monétaire en Algérie, Septembre, p.39.
- Bauraind Bruno (2008). Choc et contre-choc pétrolier : Matériaux pour une étude du concept, publier le 27 juin 2008, in : http://www.gresea.be/Choc-et-contre-choc-petrolier-Materiaux-pour-une-etude-du-concept.
- Deblock Christian et Fanny Marcoux (1997), La politique commerciale du Canada : Orientations générales et principaux instruments, in: www .ieim .uqam .ca /IMG /pdf /lapolitique commerciale.pdf).
- Décret exécutif n°15-306 du 24 Safar 1437 correspondant au 6 décembre 2015 fixant les conditions et les modalités d'application des régimes de licence d'importation ou d'exportation de produits et marchandises (JO N°66 du 9 décembre 2015, P7).
- FMI (2014). Consultations de 2014 au titre de l'article IV avec l'Algérie Communiqué de presse n° 14/452,1 octobre.
- FMI (2015). World Economic Outlook, Janvier.
- FMI (2016). Consultations de 2016 au titre de l'article IV avec l'Algérie, Communiqué de presse n° 16/228, 19 mai.
- Fonds monétaire international (2018). Les consultations de 2018 au titre de l'article IV avec l'Algérie, Communiqué de presse N° 18/207, le 1 juin.

- Fortin Jean-François (2005), Analyse de la politique commerciale : État des travaux théoriques, Etudes internationales, Vol.36, No.3.
- Gonzalo Escribano (2016). The Impact of Low Oil Prices on Algeria, energy policy, Columbia University.
- IMF (2015a). "Learning to Live with Cheaper Oil amid Weaker Demand". In: IMF Regional Economic Outlook Update, Middle East and Central Asia.
- Jose R. Lopez-Calix, Irum Touqeer (2016). Algeria: Comparing the Last Two Oil Shocks and Policy Responses, Topics in Middle Eastern and African Economies Vol. 18, Issue No. 2.
- Jungho Baek, Monday Jerry Ikponmwosa & Yoon Jung Choi (2019). Crude oil prices and the balance of trade: Asymmetric evidence from selected OPEC member countries, The Journal of International Trade & Economic Development, 28:5, 533-547.
- Maghreb émergent (2015). Algérie : des licences d'importation des 2016 pour les-produits contingentes de l'union européenne,in:https://www.maghrebemergent.info/algerie-des-licences-d-importation-des-2016-pour-les-produits contingentes-de-l-union-européenne/.
- Rabah Arezki & Olivier Blanchard (2014). Sept questions sur la chute récente des cours du pétrole, 22 décembre.*http://www.imf.org/external/french/np/blog/2014/122214f.htm*.